



HAL
open science

Rashōmon au Sahara occidental: Perspectives, Contradictions et Défis dans l'interprétation du Conflit de 1956-1958

Francesco Correale, Alberto López Bargados

► To cite this version:

Francesco Correale, Alberto López Bargados. Rashōmon au Sahara occidental: Perspectives, Contradictions et Défis dans l'interprétation du Conflit de 1956-1958. Culture et politique dans l'ouest saharien, L'Etrave, pp.211-241, 2017. hal-01259584

HAL Id: hal-01259584

<https://hal.science/hal-01259584>

Submitted on 30 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CULTURE ET POLITIQUE DANS L'OUEST SAHARIEN

ARTS, ACTIVISME ET ÉTAT DANS UN ESPACE DE CONFLITS

*Sous la direction de
Sébastien Boulay et Francisco Freire*

L'Étrave

CULTURE ET POLITIQUE
DANS L'OUEST SAHARIEN

ARTS, ACTIVISME ET ÉTAT
DANS UN ESPACE DE CONFLITS

(Algérie, Mali, Maroc, Mauritanie, Sahara Occidental)

CULTURE ET POLITIQUE DANS L'OUEST SAHARIEN

ARTS, ACTIVISME ET ÉTAT
DANS UN ESPACE DE CONFLITS

(Algérie, Mali, Maroc, Mauritanie, Sahara Occidental)

*Sous la direction de
Sébastien Boulay et Francisco Freire*



SOMMAIRE

SÉBASTIEN BOULAY & FRANCISCO FREIRE

INTRODUCTION

ENJEUX POLITIQUES ANCIENS, LUTTES DE POUVOIR INÉDITES
ET ETHNOGRAPHIES ACTUALISÉES 13

PREMIÈRE PARTIE

NATIONALISMES, DISSIDENCES ET RÉSISTANCES DANS LA LITTÉRATURE ET LA MUSIQUE

NADIA BELALIMAT

LA MUSIQUE COMME CATALYSEUR DU NATIONALISME AZAWADIEN
ETHNOHISTOIRE D'UNE CHANSON DEVENUE HYMNE 47

MARTA AMICO

LES TOUAREGS À L'ANTENNE
MUSIQUE ET RECOMPOSITIONS POLITIQUES
ENTRE LES SCÈNES INTERNATIONALES ET LE SAHARA MALIEN 73

VIOLETA RUANO POSADA

PERFORMING THE CAUSE
THE POLITICS OF MUSICAL EXPRESSION
IN THE SAHARAWI REFUGEE CAMPS 101

TARA F. DEUBEL

NOSTALGIA, MEMORY AND NATIONALISM:
HOMELAND POETRY AND IDENTITY POLITICS

IN SAHRAWI COMMUNITIES 127

LAURA CASIELLES

D'ICI ON PEUT VOIR LE DÉSERT
MÉMOIRE, EXIL ET ENGAGEMENT CHEZ LES POÈTES SAHRAOUI

DE LANGUE ESPAGNOLE 155

JUAN CARLOS GIMENO MARTÍN,

FRANCISCO FREIRE & SÉBASTIEN BOULAY

UNE EXPÉRIENCE D'ANTHROPOLOGIE ENGAGÉE AUPRÈS DES
POÈTES DE LA RASD

ENTRETIEN AVEC JUAN CARLOS GIMENO MARTÍN 185

DEUXIÈME PARTIE

HISTOIRE, ORDRES CULTURELS

ET CONTESTATIONS SOCIALES

FRANCESCO CORREALE & ALBERTO LÓPEZ BARGADOS

RASHŌMON AU SAHARA OCCIDENTAL

PERSPECTIVES, CONTRADICTIONS ET DÉFIS

DANS L'INTERPRÉTATION DU CONFLIT DE 1956-1958 211

ROMAIN SIMENEL

REVISITER L'ANTHROPOLOGIE ESPAGNOLE DES OULED TIDRARIN
DU SAHARA OCCIDENTAL À LA LUMIÈRE DE SES IMPLICATIONS
POLITIQUES CONTEMPORAINES 243

ABDEL WEDOUD OULD CHEIKH

HASARDS ET NÉCESSITÉS PATRIMONIALES
NOTE SUR « L'INVENTION » DU PATRIMOINE MAURITANIEN 271

ERIN PETTIGREW

POLITICS AND AFFILIATIONS OF ENCHANTMENT AMONG
THE *AHEL GUENNAR* OF SOUTHERN MAURITANIA 293

FRANCISCO FREIRE

«OFFICIAL» ISLAM AND ITS DISCONTENTS
HIGH-TECH PREACHING AND ACTIVISM IN MAURITANIA 319

MARIEM BABA AHMED

CHANTS ET DANSES PROFANES DES ҲРАҲӢН DE MAURITANIE :
ENTRE STIGMATES DE LA SERVITUDE ET QUÊTE
DE RECONNAISSANCE SOCIALE ET POLITIQUE 335

TROISIÈME PARTIE
ACTIVISMES, MISES EN SCÈNE
ET NOUVEAUX VISAGES DU POUVOIR

CÉLINE LESOURD

MATIÈRES À GOUVERNER

LES ÉLITES URBAINES EN VITRINE (MAURITANIE, 1960-2014) 361

SÉBASTIEN BOULAY

CORPS, TENTES ET CAMPEMENTS EN MOUVEMENTS

TEXTURE DU POLITIQUE AU SAHARA OCCIDENTAL 391

VIVIAN SOLANA

CEMENTING NATIONALISM:

THE ROLE OF THE SAHARAWI FEMALE REVOLUTIONARY

IN HER STRUGGLE FOR DECOLONIZATION 423

VICTORIA VEGUILLA DEL MORAL

FIN DE L'HÉGÉMONIE DES AWLÂD DLAYM À DAKHLA ?

DÉMOCRATIE, LÉGITIMITÉ POLITIQUE ET AUTOCHTONIE

EN CONTEXTE D'OCCUPATION AU SAHARA OCCIDENTAL 445

OLE MARTIN GAASHOLT

MUNICIPAL POLITICS AT THE CROSSROADS

IN NORTHERN MALI 471

RASHŌMON AU SAHARA OCCIDENTAL

PERSPECTIVES, CONTRADICTIONS ET DÉFIS
DANS L'INTERPRÉTATION DU CONFLIT DE 1956-1958

FRANCESCO CORREALE & ALBERTO LÓPEZ BARGADOS

RÉSUMÉ

Relevant le défi épistémologique posé par l'*effet Rashōmon*, cet article propose une lecture critique des événements qui eurent lieu au Sahara Occidental entre 1956 et 1958. En 1956, l'Armée de Libération Nationale, qui avait combattu le Protectorat français au Maroc, s'installe dans la région de Gūlīmin et pénètre dans le Sahara espagnol. Elle attaque d'abord des postes français en Mauritanie et en Algérie, puis se retourne contre les militaires espagnols. Il s'en suit une véritable guerre qui oppose les troupes coloniales à l'ALN, dont les rangs ont été étouffés par les recrutements au sein des populations du Sahara et d'Ifni. Pour les auteurs il ne s'agit pas d'épouser l'une des lectures proposées par les protagonistes et les historiographies, mais de mettre en exergue la complexité de faits dont l'interprétation pèse encore aujourd'hui sur la définition des enjeux du conflit du Sahara Occidental.

MOTS CLÉS

Effet Rashōmon, « Vérités » et interprétations, mémoire, Sahara espagnol, Maroc, colonialisme franco-espagnol, Armée de Libération, Guerre d'Ifni-Sahara, Front Polisario, identités

« Si vous y réfléchissez bien,
 c'est le moindre inconvénient qui puisse résulter
 de toutes ces réalités insoupçonnées que nous attribuent les autres.
 Nous avons coutume de les nommer – superficiellement –
 'jugements erronés, fausses suppositions, attributions gratuites'.
 Mais tout ce qu'on peut imaginer sur notre compte acquiert
 une apparence de possibilité, même si c'est inexact.
 Que ce ne soit pas la vérité pour nous, les autres n'en ont cure,
 du moment que c'est vrai pour eux.
 À tel point que, si vous ne vous tenez pas solidement cramponné
 à la réalité que vous reconnaissez pour vôtre,
 il peut se faire que les autres vous entraînent à admettre que la réalité
 qu'ils vous confèrent est plus réelle que la vôtre même ».
 (Un, personne et cent mille, L. Pirandello, 1926)

En 1950 a lieu au Japon la première projection de *Rashōmon*, l'un des films les plus célèbres du réalisateur Akira Kurosawa, vainqueur du Lion d'Or au Festival International du Film de Venise en 1951, et de l'Oscar du meilleur film étranger en 1952. Le film, une synthèse de deux contes de Ryūnosuke Akutagawa, se situe dans le Japon de la période Heian (VIII^e-XII^e siècle après J.C.). Trois personnages essaient de se protéger d'une forte pluie sous la porte du temple en ruine de Rashō¹, entamant une conversation – une allégorie morale – relative à un événement ayant eu lieu quelque temps auparavant dans une forêt voisine. Cet événement est présenté, dans un premier temps, comme un double crime : le viol d'une femme et l'assassinat de son mari, un samurai. Les trois hommes font ensuite référence au procès organisé pour éclairer les faits et punir leurs auteurs. L'un d'eux en effet est un bûcheron qui a été appelé à témoigner. Le film emprunte la technique du récit interactif pour relater le témoignage du bûcheron et des trois autres personnages : l'assassin présumé, l'épouse violée et le même samurai tué qui fait sa déclaration par l'intermédiaire d'une femme médium. Dans ces témoignages se dévoile la clé narrative de l'ouvrage et le casse-tête épistémologique auquel on fera référence dans cet article. Au cours du procès, quatre versions différentes du même événement meurtrier sont présentées, chacune parfaitement cohérente et vraisemblable mais contradictoire et inconciliable avec les autres. La reconstruction des faits – fondement pour la détermination de la *vérité* – ne paraît pas surgir de la distillation d'une seule et unique narration

¹ Rashōmon signifie littéralement en japonais « la porte de Rashō ».

synthétisant les éléments qui coïncident dans chacun des témoignages, mais plutôt de la sélection d'une version déterminée qui comporte l'abandon des trois autres restantes.

À ce moment du film, Kurosawa ajoute de nouvelles difficultés au processus de détermination des faits, difficultés qu'il fait retomber directement sur la sensibilité interprétative des spectateurs. Ainsi, pendant le débat enflammé qui a lieu en bas de la porte du temple, on découvre que les quatre témoins ont commis des actions moralement reprochables, sapant la confiance qu'on aurait pu avoir en eux et finalement amenant le spectateur à douter de la crédibilité de leurs respectives versions des faits. Les dilemmes épistémologiques que *Rashōmon* illustre – les énormes décalages entre les quatre récits et les paradoxes qui alternent dans le processus de construction de la vérité – ont été dénoués il y a quelques années par l'anthropologue Marvin Harris. Par le biais d'un pari objectiviste Harris décide que seule l'une des quatre reconstructions correspondrait à ce qui a *réellement eu lieu*. Il opère donc un choix précis parmi les versions proposées, assumé comme fondement d'une reconstruction générale de l'événement qui élude tout subjectivisme et épure l'« effet *Rashōmon* »² (Harris, 1994 : 349-350). Cependant, Kurosawa lui-même avait renoncé à un objectif aussi ambitieux – le choix de la vérité – et avait mis les quatre versions sur un même niveau hiérarchique, optant pour l'une d'entre elles seulement quand un acte honorable pouvait restituer la moralité et la crédibilité perdues par l'un des témoins³. Contrairement à la certitude scientifique de Harris, pour lequel la vérité, finalement, n'est qu'une, la narration fragmentaire de la fable tragique de Kurosawa invite à considérer que la simple factualité des événements ne peut pas se dégager des conditions de son élucidation et de son énonciation. Si la recherche de la vérité est un chemin tortueux, il semble logique que pour atteindre cet objectif il faille maintenir une relation avec les mérites acquis au cours du voyage par celui qui fait le chemin. Il est probable que cela ne soit pas suffisant pour ceux qui demeurent convaincus qu'au bout du chemin la vérité brille par elle-même mais, du moins, cela permet d'inclure une tournure échappant au pur perspectivisme tant signalé par Harris. La vérité est, avec toute la modestie que cette formule comporte, l'apanage de celui qui l'a mérité le plus. Dit autrement : l'avis sur les différentes interprétations données de

² L'heureuse expression de « effet *Rashōmon* » est de Cardin (1988) qui probablement l'emprunte à Heider (1988).

³ Il s'agit de la dernière scène du film, lorsque le bûcheron décide d'adopter un orphelin qui a été abandonné dans un coin du temple.

n'importe quel événement est directement lié au statut moral qu'on attribue au sujet de l'énonciation.

Tout cela semble être parfait pour aborder une série d'événements historiques récents dans lesquels sont impliqués, de manière directe ou indirecte, l'ensemble des peuples et des États de l'Afrique nord-occidentale à la fin des années 1950, et dont l'issue assez ambiguë a fortement contribué à dessiner les traits essentiels des processus d'indépendance des pays de la région. On fait référence ici à la série d'accrochages et d'affrontements armés dans les régions comprises entre Ifni, la zone méridionale d'influence espagnole au Maroc (la région de Tarfaya), le Sahara Occidental et les colonies françaises de Mauritanie et d'Algérie. Il s'agit d'un vrai puzzle d'identités variables et de souverainetés incertaines qui, pendant des siècles, avait constitué un scénario d'écologies diverses, caractérisé par la rencontre de langues, de cultures et de modes de vie différents. Dans un certain sens, les événements qui ont eu lieu dans cet espace entre 1956 et 1958 ont été la première manifestation d'une volonté politique nouvelle, d'une initiative explicite pour marquer des *confins* sur un espace de frontière⁴ et imposer, finalement, des logiques nationales et étatiques sur des populations qui, jusque-là, avaient vécu aux marges de ces processus d'établissement de souverainetés « exclusives ». Ainsi, la variété des projets politiques qui ont joué un rôle dans l'émergence de cet ordre nouveau au cours des dernières décennies a permis de mettre en exergue plusieurs perspectives d'interprétation des faits. Chaque interprétation était évidemment liée aux intérêts stratégiques et aux demandes de légitimité des parties qui les proposaient.

Ce travail ne prétend pas offrir une image homogène et fermée des différents témoignages et interprétations des événements de 1956-1958. En certaines occasions, les témoins individuels montrent une remarquable capacité à affaiblir la version plus ou moins hégémonique élaborée par des acteurs qui agissent au nom de l'État dans lequel, formellement, les mêmes témoins se reconnaissent. Cependant, il est clair que l'objectif général de ces interprétations entre dans le domaine des revendications politiques, et que la possibilité de soutenir des versions discordantes, publiquement rendues marginales, est assez réduite. De fait, l'un des objectifs de cet article est de souligner que l'impressionnante uniformité des récits proposés, en partant de l'un ou de l'autre point de vue, ainsi que la guerre de positions parmi tous les acteurs en scène, sont le produit d'un double facteur : 1) l'ambiguïté consubstantielle aux mouvements

⁴ Pour la différence entre *confins* et *frontières*, voir Mezzadra (2005).

et aux alliances nouées dans cette région au cours des années 1956-1958 ; 2) la centralité que les épisodes historiques dont on parle ont acquise dans les processus de construction des mémoires historiques officielles respectives. Dans ce cas, l'intensité de l'« effet *Rashômon* » semble être liée au caractère fondateur d'un nouvel ordre géopolitique que l'on prête aux dits événements.

1956-1958 : LA CHAÎNE DES ÉVÉNEMENTS

Les événements qui se déroulent entre 1956 et 1958 dans les espaces mentionnés sont assez connus bien que, le plus souvent, ils soient analysés séparément, aux marges du cadre historique et politique dont ils relèvent. Il convient donc de les présenter brièvement en détaillant leur concaténation au fil de ces années, pour analyser, ensuite, l'implication de chaque acteur rappelé.

On pourrait considérer comme point de départ de cette synthèse l'indépendance du Royaume du Maroc, en mars 1956. L'indépendance est le résultat de trois années d'intense lutte politique et d'une insurrection qui éclate en 1955 dans l'ensemble du pays (Rivet, 2012 : 341-344). À cette époque, les objectifs du mouvement nationaliste marocain, guidé par le parti *Istiqlâl*⁵, sont doubles : 1) le rétablissement du Sultan Muhammad V sur son trône, après l'exil en Corse et à Madagascar auquel les autorités françaises du Protectorat l'avaient obligé en 1953 ; 2) l'abrogation du double⁶ régime de Protectorat. Ces deux objectifs sont partagés par la majeure partie de l'Armée de Libération Nationale (ALN), en arabe *Djich Tahrîr*, ensemble d'unités irrégulières nées dans les zones rurales et montagneuses dans le contexte de la lutte pour l'indépendance, notamment contre le Protectorat français. L'ALN n'est pas vraiment une armée. Elle ne répond pas non plus à un commandement unique⁷, bien que la coordination et l'intensité de la révolte qui se propage dans tout le pays à partir du Rif, à la fin de 1955, eussent pu faire

⁵ Fondé en 1943 comme expression d'une partie du mouvement nationaliste marocain. Voir Bouabid (annexe in Delanoë, 1988 : 181). Pour l'ensemble des formations politiques marocaines de cette période voir Rezette (1955).

⁶ Double car le Protectorat espagnol était la conséquence du traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 par lequel le gouvernement français avait cédé à l'Espagne une partie de son Protectorat, établi avec le gouvernement du Sultan le 30 mars de la même année.

⁷ A la proclamation de l'Indépendance, le 2 mars 1956, les différents noyaux de l'ALN contrôlent une grande partie du Rif, le Moyen Atlas jusqu'à Marrakech et des vastes zones du Sud marocain (Julien, 1978 : 486).

croire le contraire aux autorités coloniales⁸. Une fois l'Indépendance atteinte, une partie de l'ALN est intégrée aux Forces Armées Royales (FAR), l'Armée du nouvel État marocain en train de se constituer sous la direction du prince héritier Mawlāy Hasān, le futur Hasān II (Dalle, 2004 : 45-55). Cependant, cette cooptation ne concerne qu'une partie des effectifs de l'ALN. Elle a lieu dès la mi-1956, non sans quelque tension avec les officiers des FAR. Dirigée souvent par d'anciens militaires de l'armée française ayant une certaine expérience dans les guerres coloniales, poussée par le panarabisme et visant la libération complète du Maghreb de la domination coloniale, une partie de l'ALN réussit à se dérober aux nouvelles autorités militaires⁹. Quelques cadres du Nord subissent une sévère répression¹⁰, mais d'autres officiers atteignent le sud du Maroc pour renforcer l'implantation de l'Armée de Libération dans les régions comprises entre le Sūs et les limites territoriales de la région de Tarfaya. Ils établissent leur quartier général à Gūlimīn. Il est important de souligner que, malgré le fait que la région de Tarfaya fasse partie du Protectorat espagnol au Maroc, dénommée officiellement « zone Sud » (la zone Nord couvrant le Rif, à l'exception de Tanger, et le Habt), elle avait été incorporée de fait à l'administration de l'Afrique Occidentale Espagnole (AOE)¹¹ en tant qu'élément de la colonie saharienne. Pour cette raison, elle ne fut pas incluse dans les négociations à la suite desquelles prit fin le protectorat espagnol, le 6 avril 1956. En effet, l'assimilation de Tarfaya au Sahara espagnol était justifiée, sur les plans administratif et de politique coloniale, par le fait que ses habitants

⁸ En effet, entre juillet 1954 et juin 1955 ont lieu 784 attentats au Maroc avec un bilan de 41 Français tués et 254 Marocains identifiés comme « collaborateurs » (Diego Aguirre, 1993 : 14). Sur les origines de l'Armée de Libération Nationale et le déroulement des opérations au Maroc, voir Bouzar (2002) et M'Barek (1978).

⁹ Abd al-Krim al-Khatabi, l'ancien leader de la révolte rifaine des années 1920, joue un rôle de premier plan dans la diffusion des idées panarabistes. Réfugié au Caire depuis 1955, il ne cesse de recevoir la visite de membres de l'ALN et des principaux partis politiques maghrébins (M'Barek, 1978 : 6-14). En 1955, les contacts entre l'ALN et le Front de Libération Nationale qui luttait pour l'indépendance de l'Algérie avaient favorisé la création d'un Comité de Coordination de l'Armée de Libération du Maghreb, fortement redouté par l'administration coloniale française en Algérie (Brondino, 1988 : 85).

¹⁰ Les brigades spéciales de la police marocaine éliminent physiquement environ cinquante personnes faisant partie pour la plupart de la composante républicaine de l'ALN. Parmi ceux-ci, Abdallah Abdelkrim ou Abbas Messadi (Diego Aguirre, 1993 : 17).

¹¹ En 1946, pour contrecarrer le nationalisme marocain naissant, le Gouvernement de Madrid décide d'unifier ses possessions africaines, créant l'Afrique Occidentale Espagnole (AOE), une entité administrative qui regroupe les territoires du Maroc déjà sous protectorat espagnol, le Sahara Occidental et l'enclave d'Ifni.

pratiquaient aussi une forme de nomadisme, parcouraient activement les routes transsahariennes qui touchaient la région, appartenaient aux mêmes groupes de parenté (*qabā'il*, sing. *qabīla*, traduit habituellement par « tribu ») solidement établies dans les régions côtières du Sahara et, finalement, parlaient pour la plupart le *hassanya*, le dialecte arabe utilisé dans la région ouest-saharienne.

Relativement aux événements de 1956-1958, il est important de souligner deux aspects fondamentaux. En premier lieu, l'atmosphère d'ambiguïté et de tension qui s'établit soudainement entre l'ALN, la monarchie et le parti de l'*Istiqlāl*. Sans entrer dans les détails de la question, on peut affirmer qu'on se trouve face à un véritable conflit politique entre la monarchie et l'*Istiqlāl* pour la cooptation de l'ALN dans le but de l'instrumentaliser à leurs propres fins. D'un côté, l'*Istiqlāl* vise à contrecarrer les velléités autocratiques du trône et à s'établir dans les zones rurales où le parti ne jouit que de très peu d'influence. Son ambition est de convertir l'Armée de Libération dans son bras armé. De l'autre, la monarchie songe à la consolidation d'une armée loyale (les FAR) par le biais du recrutement des cadres irréguliers de l'ALN, obtenant en même temps la neutralisation de tous les individus réfractaires à accepter l'autorité du Roi¹². Or, bien qu'une partie des membres de l'ALN accepte de s'intégrer aux FAR et que l'*Istiqlāl* jouit d'une grande influence dans ses rangs, l'Armée de Libération Nationale fait preuve d'une certaine résistance aux deux formes d'instrumentalisation. Malgré cela, à la fin de la période qui intéresse cet article (1958), après des vicissitudes complexes qu'on mettra en lumière, l'ALN est partiellement désarmée et dissoute. En second lieu, il faut prendre en considération l'impact des revendications territoriales marocaines formulées publiquement par l'*Istiqlāl* en juillet 1956 – mais dont les premiers germes étaient déjà évidents en 1955 –, cristallisées dans la célèbre carte du « Grand Maroc »¹³. D'après ces revendications, les « frontières historiques » du Sultanat alaouite s'étendraient jusqu'au fleuve Sénégal et comprendraient toute la Mauritanie, le Sahara espagnol, la Zone sud du Protectorat, Ifni et de nombreuses parties de l'Algérie et du Mali. Le « Grand Maroc » ne rencontre pas les faveurs immédiates de la monar-

¹² Pour plus de détails sur la question voir Correale (2006 : 166-202).

¹³ Al-Fāsi (1961), Barbier (1982 : 78) et Gaudio (1978 : 179) soutiennent que la carte du « Grand Maroc » avait été présentée au Caire en 1955, et avait été diffusée par l'Ambassade du Maroc à Londres ; Serjac (1959 : 11-21) affirme qu'au moment de la création de l'ALN, en juillet 1955, Allāl al-Fāsi avait incité les combattants à lutter pour « la réalisation du Grand Maroc, de Colomb-Béchar à Saint-Louis du Sénégal », et non seulement pour la libération des territoires soumis au Protectorat français.

chie qui les considère plutôt comme un excès ou une extravagance des chefs de l'*Istiqlāl*, et notamment d'Allāl al-Fāsi et de son cousin 'Abd al-Qādir al-Fāsi, auteur de la carte. C'est seulement à la fin de février 1958, quand l'ALN est mise hors-jeu par une opération militaire franco-espagnole au Sahara Occidental, que le trône récupère la théorie du « Grand Maroc ». Elle en fait ainsi une revendication sacrée de la monarchie et de tout le pays.

Dans ce contexte d'incertitude, l'ALN met en marche, à partir de l'été 1956, une stratégie de pénétration progressive et systématique dans les territoires sous domination espagnole, à partir de son quartier général de Gūlimīn. L'« humus politique » semble propice car les manifestations de joie pour le rétablissement du Sultan sur son trône, en novembre 1955, s'étaient étendues également à l'AOE où la complaisance des autorités avait permis aux populations de s'exprimer comme elles le souhaitent, ce qui d'autre part avait provoqué une situation conflictuelle quand certains individus, à Ifni et au Sahara, avaient commencé à arborer le drapeau marocain sur les édifices publics¹⁴. Les archives des administrations coloniales françaises et espagnoles¹⁵ de la région laissent très peu de doutes sur les intentions d'une initiative qui paraît planifiée et contrôlée dans les plus petits détails, nonobstant le fait que les militants de l'ALN continuent de justifier leur présence dans les zones espagnoles par les arguments les plus banals, généralement peu croyables, telles que les nécessités du commerce, la nomadisation ou la simple volonté d'entrer en contact avec les populations locales. Les allusions aux activités commerciales se fondent probablement sur les activités de la Compagnie Derham-Boaida, qui joue un rôle décisif dans le ravitaillement des zones espagnoles grâce à son importante flotte de camions.

¹⁴ A Sidi Inno, dans l'extrême sud de l'enclave espagnole d'Ifni, un groupe d'habitants arbore le drapeau marocain sur le minaret de la mosquée, ce qui provoque un bref affrontement armé avec trois morts et trente détentions (Casas de la Vega, 1985 : 49-50). Au Sahara, des drapeaux marocains sont arborés, entre autres, sur les mosquées de Villa Cisneros (Dakhla), Awsard et Bir Gandūs, avec une réaction rapide des autorités espagnoles qui les font descendre par des soldats autochtones servant dans les troupes coloniales, *Présidence du Conseil – S.D.E.C.E./Secret – Bulletin de renseignement politique 21.1 – A.04 137, sorti le 19/9/1956*, Archives du ministère de la France d'Outre-Mer, Série Affaires Politiques, carton 2172, Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM), Aix-en-Provence.

¹⁵ On fait référence ici aux nombreux et différents dossiers consultés par les deux auteurs aux Archives Nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence, au Centre des Archives Diplomatiques de Nantes, aux Archives du Service Historique Militaire de Vincennes ; et en Espagne, aux archives du Servicio Historico Militar de Madrid et à l'Archivo General de la Administración d'Alcalá de Henares.

La Compagnie joue également un rôle déterminant dans les fournitures d'armes et de produits alimentaires de première nécessité aux unités de l'ALN en train de s'éparpiller dans la région de Tarfaya et au Sahara espagnol¹⁶. L'implication d'Ali Boaida, commerçant de Gūlimīn, dans les opérations de ravitaillement de l'ALN, mérite d'être mise en exergue. Dans la documentation des autorités coloniales espagnoles, Ali Boaida est indiqué comme une sorte de traître pour ses activités en faveur de l'ALN qu'il mènerait après s'être enrichi grâce aux privilèges commerciaux qui lui avaient été octroyés dans la zone espagnole. En effet, grâce à son activisme, il sera nommé premier gouverneur de la région de Tarfaya rendue au Royaume du Maroc en 1958.

Malgré tous les indices des véritables objectifs de l'ALN, les autorités espagnoles font preuve d'un aveuglement au nom d'une politique à court terme, et maintiennent une attitude passive à l'égard de l'établissement des contingents armés dans les territoires de leur compétence. Cette inertie est peut-être le résultat des promesses des leaders de l'ALN, et notamment de Masfiu bin Hammū, de fait *leader* de l'ALN (Fernández-Aceytuno, 2001 : 419-430), qui, en octobre 1956, affichent comme cibles de leurs actions futures les colonies voisines de Mauritanie et d'Algérie. Parallèlement, dans l'ensemble de l'enclave d'Ifni ainsi que dans les villes du Sahara, l'*Istiqlāl* mène sa propagande à travers les bureaux qu'il est autorisé à maintenir ouverts avec la même bienveillance des autorités coloniales. Cette infiltration de cellules nationalistes marocaines et de groupes armés d'inspiration anticoloniale se poursuit jusqu'à janvier 1957, mais la complaisance des militaires espagnols se transforme lentement en méfiance. En effet, certains d'entre eux commencent à se douter des véritables intentions de l'Armée de Libération et à rendre compte du fait que sa présence dans le territoire saharien pourrait avoir un effet boomerang. D'emblée, la question n'est plus de savoir si l'ALN frappera ou non les postes espagnols mais quand elle le fera.

Effectivement, l'ALN mène une active propagande tant à Ifni qu'au Sahara occidental. Elle arrive à recruter un important nombre de *baamarani* (de Ayt Bā 'Amran, la population la plus importante de l'enclave d'Ifni) et d'éléments appartenant à toutes les *qabā'il* sahariennes. Puis, dans le climat de préguerre qui s'instaure dans la région, un contingent attaque le poste français d'Oum al-Achar (145 km au nord de Tindouf) en juin 1956 et un convoi français qui se rendait de Béchar à Tindouf, dans la localité de Tinfouchy (l'ancien Fort Fouchet, 290 km au nord

¹⁶ Dans les années 1950, la compagnie comptait une flotte de 20 camions Chevrolet (Mbarek Boaida, Gūlimīn, 22/11/2014).

de Tindouf), en juillet (Diego Aguirre, 1993 : 22 ; Hodges, 1987 : 102). Quelque mois plus tard, en cohérence avec les affirmations faites aux autorités espagnoles, les contingents d'irréguliers mènent deux attaques contre des postes français en Mauritanie. Le premier a lieu contre le détachement d'Atar le 9 janvier 1957 et se solde par une défaite. Les rescapés de la controffensive française rentrent rapidement en territoire « espagnol ». Les autorités coloniales les désarment, soignent les blessés et amènent ce qui reste de cette unité jusqu'aux limites territoriales du Royaume du Maroc où elles les remettent en liberté, après la restitution de leur armement (Fernández-Aceytuno, 2001 : 428-433). Une deuxième incursion en Mauritanie se produit le 14 février 1957, dans les reliefs du Zammūr, tentative de couper les communications entre Tindouf et Atar. À la suite d'une contre-attaque française, le contingent ALN trouve encore une fois refuge au Sahara Espagnol, sans être inquiété par les autorités coloniales (*ibid.*). Les similitudes de ces incursions avec celles menées par la résistance anticoloniale dans les décennies précédentes est explicite : l'opération militaire était conçue et organisée dans la zone espagnole, avait lieu dans la zone française et trouvait sa fin encore dans la zone espagnole où les résistants jouissaient d'une certaine immunité. De fait, dans la colonie du Sahara Occidental la situation demeure relativement tranquille jusqu'à l'été 1957 – mais à cette date les pourparlers entre les états-majors français et espagnols pour éventuellement mener une opération militaire conjointe contre l'ALN ont déjà été amorcés¹⁷.

Les stratégies et le *modus operandi* de l'ALN provoquent des résultats différents au Sahara et dans la région d'Ifni. À Ifni, l'ALN peut compter sur le soutien massif de la population ainsi que sur l'adhésion de celle-ci au trône marocain. Les hostilités contre la présence espagnole se poursuivent depuis le retour du Sultan de son exil malgache, en novembre 1955. Au moment de la proclamation de l'indépendance du Maroc, dans l'enclave d'Ifni la population agit comme si la frontière n'existait pas, provoquant des sabotages de lignes téléphoniques, tandis que les commerçants entrent en grève. L'administration coloniale réagit à ces actions en demandant des renforts au Commandement des Canaries (dont dépendent militairement à la fois le Sahara espagnol et la région d'Ifni) (Diego Aguirre, 1993 : 42) et réussit à maintenir un certain contrôle du territoire jusqu'à l'été 1957. Le 12 juin 1957, l'as-

¹⁷ Les pourparlers entre les gouvernements et les états-majors français et espagnols commencent au printemps 1957 et se poursuivent jusqu'à janvier 1958, quand les dates et les modalités d'Ecouvillon/Teide sont arrêtées (Chaffard, 1965 : 251-293 ; Casas de la Vega, 2008 : 193-211).

sassinat du Capitaine des Tirailleurs d'Ifni, Sidi Muhammad bin Lahsan Sussī, dans le marché de Sidi Ifni, détermine l'arrestation de nombreux leaders nationalistes de l'enclave ainsi qu'une recrudescence du boycott commercial (Alonso del Barrio, 2010a : 121). Le climat s'envenime à Ifni comme au Sahara et le 27 juillet le Conseil de Défense Nationale décide la mise en œuvre du « Plan Madrid », à savoir un repli des troupes coloniales dans des points stratégiques du territoire, et en particulier le retrait de tous les soldats européens des postes de l'intérieur d'Ifni et de la colonie espagnole du Sahara. L'ALN profite de cette liberté d'action et occupe, l'un après l'autre, tous les postes évacués¹⁸ (Alonso del Barrio, 2010a : 155 ; Casas de la Vega, 2008 : 145-168). Bien que les hostilités soient désormais ouvertes entre l'Armée de Libération et les forces espagnoles qui, le 27 octobre, effectuent un lourd bombardement des contingents stationnant à Tafūdart, au nord du Sahara espagnol (Casas de la Vega, 2008 : 191), les troupes coloniales sont totalement surprises, à Ifni, le 23 novembre. Ce jour-ci, l'enclave est attaquée de manière coordonnée par différents bataillons de l'Armée de Libération pendant qu'un soulèvement de *baamaranis* a lieu dans l'ensemble du territoire. Comme le mentionne la documentation espagnole, à partir de cette date, la terminologie employée pour définir l'ALN change : les unités de l'Armée de Libération (du Maroc, du Sahara espagnol ou de Mauritanie selon les occasions) sont désignées comme « Bandes Armées de Libération » (BAL) ou simplement « bandes armées ». De fait, une fois ouvertes les hostilités, la propagande coloniale s'occupe de disqualifier systématiquement son ennemi et à réduire ainsi le conflit à un problème d'ordre public. Pourtant, il s'agit bel et bien d'une guerre. L'armée espagnole ne contrôle que les centres urbains sur les côtes tandis que l'ALN, dont les effectifs entre Ifni et le Sahara espagnol atteignent le nombre de 7 000 à 8 000 individus à la fin de l'été 1957¹⁹ (Marín Ferrer, 2014 : 73), est solidement établie dans l'hinterland. Les affrontements se prolongent au cours des mois suivants et sont particulièrement soutenus à Ifni où les troupes coloniales se lancent dans différentes opérations pour libérer les détachements militaires encerclés à l'intérieur de l'enclave. Plus qu'une véritable reconquête de tout le territoire, il s'agit d'actions visant à arrêter l'avancée des contingents de l'ALN en reprenant possession de postes stratégiquement importants.

¹⁸ La décision devient effective à partir du 3 novembre.

¹⁹ Tejero Molina (2013-2014a : 88) parle de 4 000 à 5 000 hommes autour d'Ifni et de 3 000 hommes dans le Sahara espagnol en novembre 1957.

La véritable contreoffensive contre l'ALN, dénommée « Teide » pour le côté espagnol et « Écouvillon » pour le côté français, a lieu du 10 au 24 février 1958. Elle comprend une série d'opérations militaires d'envergure comportant les bombardements des contingents de l'ALN, des campements nomades soupçonnés de soutenir les « rebelles », du bétail et des puits, auxquels succèdent les débarquements d'importants renforts provenant des Canaries ou de la Péninsule Ibérique ainsi que l'emploi d'unités de parachutistes²⁰. L'objectif de l'opération militaire est l'expulsion totale des contingents de l'ALN du Sahara au nord du parallèle 27°40', qui marque la frontière entre la colonie espagnole du Sahara et la région de Tarfaya. Par ailleurs, l'État-major français avait informé que son intervention n'aurait pas lieu au nord de ce parallèle, et donc qu'il n'opérerait pas à côté des militaires espagnols dans la région d'Ifni.

Après la fin officielle des opérations franco-espagnoles, la région de Tarfaya est cédée par le Gouvernement de Madrid au Royaume du Maroc par les accords d'Angra de Cintra du 2 avril 1958. Cependant, les forces marocaines ne prennent pas possession du territoire avant le mois de juin en raison des difficultés qu'elles rencontrent pour atteindre Tarfaya sans passer par le Sahara espagnol, ce que l'administration et les militaires de Madrid leur empêchent fermement²¹. En ce qui concerne Ifni, la situation provoquée par le repli tactique des troupes coloniales qui se concentrent dans un périmètre de sécurité longeant les montagnes autour de la ville de Sidi Ifni²², détermine la création d'une frontière *de facto* avec le Royaume du Maroc. La ville est définitivement cédée au Gouvernement marocain le 30 juin 1969.

Avant d'achever ce bref excursus des événements, il est nécessaire de mentionner deux autres éléments qui jouent un rôle important pour dresser le cadre interprétatif des événements.

Le 10 janvier 1958, alors que les états-majors français et espagnols sont en train d'organiser les opérations de février, le Gouvernement de Madrid décide de transformer Ifni et le Sahara en « Provinces Métropolitaines », effaçant donc leur statut de colonies, bien qu'il faille attendre quelques années pour que cette disposition ne produise des effets concrets. Puis, le 25 février 1958, au lendemain de la conclusion des opérations Teide/Écouvillon, le Roi du Maroc Muhammad V se dé-

²⁰ À Ifni, les opérations militaires s'arrêtent quelques jours plus tôt, le 19 février.

²¹ Une colonne des FAR, coordonnée par le commandant Oufkir, essaye d'entrer à Tarfaya par une piste qui pénètre sur une dizaine de kilomètres dans le territoire administré par les forces espagnoles, au-delà du parallèle 27°40' (Alonso del Barrio, 2010b : 24-25 ; Diego Aguirre, 1993 : 241-250).

²² La nouvelle frontière d'Ifni est établie par la Directive Générale n° 6 du 3/3/1958.

place dans l'oasis de M'Hamid, au sud de Zagora, et prononce un discours qui assume pleinement, et de manière officielle pour la première fois, les revendications territoriales du « Grand Maroc » (Gaudio, 1978 : 163-166). Ces deux événements, qui à la fois sanctionnent le nouvel équilibre tactique entre le Maroc et l'Espagne et polarisent leur respectives positions, ne paraissent pas trop influencer ceux que, à partir de ce moment, le langage colonial définira comme « Sahraouis ». À la fin des opérations militaires, ces derniers s'installent de manière provisoire dans le Sud marocain. Puis, au cours de l'année 1958, une partie de ces contingents accepte d'intégrer les Forces Armées Royales, ; une deuxième partie cherche à rentrer dans le territoire administré par le gouvernement espagnol, au sud du parallèle 27°40', où l'attend un accueil assez incertain (Alonso del Barrio, 2010b : 159) ; enfin, une troisième partie, formée pour la plupart (mais non exclusivement) par des Rgaybāt et des Takna, demeure dans une situation d'impasse dans la province de Tarfaya même après son passage au Royaume du Maroc.

En décembre 1958, à l'occasion du pèlerinage au tombeau de Sidi Ahmad Rgībī²³, l'ancêtre éponyme des Rgaybāt qui réunit une multitude d'entre eux provenant à la fois de Mauritanie, d'Algérie, du Maroc et du Sahara espagnol, un groupe de contingents sahraouis installés à Tan Tan n'obéit plus aux cadres de l'Armée de Libération. Il fait prisonniers des soldats, mène l'assaut contre un dépôt d'armes de l'ALN et, d'après certaines sources, occupe quasi-complètement cette localité. Une tentative de médiation du Gouverneur de la province de Tarfaya Ali Boaida, n'empêche pas l'arrivée des FAR, ce qui amène les parties à un véritable conflit. Les Sahraouis « rebelles » semblent mettre en question à la fois l'autorité des cadres marocains sur l'ALN et leur intégration au Royaume marocain, revendiquant la liberté de circulation à travers leurs traditionnelles zones de nomadisation qui incluent la région de Tarfaya. Le 19 décembre ils abandonnent Tan Tan et s'installent plus au Sud, en contact avec les autorités espagnoles. À la fin du mois, on compte au moins trois groupes « rebelles » qui continuent de maintenir la région de Tarfaya dans une situation de troubles pendant quelque mois (Tejero Molina, 2013-2014a : 640 ; Alonso del Barrio, 2010b : 83-94 ; Diego Aguirre, 1993 : 260-262). La mémoire historique conservée par les Sahraouis parle des événements de décembre 1958 comme *Ksar Makhzen*, faisant référence à l'assaut du dépôt d'armes et aux affrontements avec les cadres marocains de l'Armée de Libération.

²³ Sur la localisation du tombeau de Sidi Ahmad Rgībī, voir Caratini (1989 : 59).

L' « EFFET RASHŌMON » EN MARCHÉ

Contradictaires et gênants, ce sont probablement ces deux adjectifs qui définissent mieux les événements qui, à partir de 1956, s'enchaînent dans le Sud marocain et dans la colonie espagnole du Sahara. Contradictaires et gênants à la fois pour le statut des protagonistes de ces faits, pour les versions divergentes et antagonistes proposées par les acteurs et pour l'inertie des différentes historiographies locales, élaborées à partir du filtre des événements qui surviennent à partir de 1975²⁴, qui conditionnent de façon irrémédiable la lecture d'un passé aussi controversé. Le monopole exercé par les interprétations partisans constitue en soi le symptôme d'une difficulté objective de la reconstruction historique, difficulté partagée aussi par d'autres situations : comment penser le passé sans prédéterminations, sans que la perspective et les exigences politiques du présent imposent leur point de vue ? Résister à la tentation de convertir les protagonistes des récits historiques en des acteurs dont l'action demeure cohérente avec le présent, interroger le désarroi auquel ils ont pu être en proie, l'incertitude et les contingences qui ont joué leur rôle dans leur processus décisionnel ; tout cela est sans doute un pari épistémologique d'envergure. Ainsi, cette option ne se donne pas comme objectif de questionner la dense trame qui unit le passé au présent et qui nous permet, comme le demandait Marc Bloch, de tracer un chemin d'aller-retour entre les deux temps avec l'espoir qu'ils s'éclaircissent réciproquement (Bloch, 1949). Il s'agit plutôt d'une tentative de lire les sources documentaires et aborder les protagonistes des événements dont elles font mention comme témoins d'un cours ouvert et incertain de l'histoire et non comme de simples empreintes d'un passé prédéterminé. Les sources documentaires conservées par les archives coloniales ne sont évidemment pas neutres, de même qu'elles ne peuvent être décontextualisées de leurs conditions de production ou des objectifs qu'elles visaient. Elles aussi sont prisonnières de l' « effet Rashōmon ». Ces documents n'échappent pas aux ambitions de reproduction des politiques des États qu'ils étaient appelés à caution-

²⁴ C'est-à-dire : la division du territoire du Sahara Occidental, cédé par le Gouvernement espagnol au Royaume du Maroc et à la République Islamique de Mauritanie par les accords de Madrid du 14 novembre 1975 ; la lutte pour la survie entreprise par les populations du même territoire qui échappent aux bombardements de l'aviation marocaine et à l'occupation de la part des deux pays riverains ; la résistance de ceux qui demeurent à l'intérieur des territoires occupés ainsi que le projet nationaliste du Front Polisario, mouvement politique anticolonial né en 1973 et reconnu par l'ONU en mai 1975 comme le seul légitime représentant du peuple du Sahara Occidental.

ner, affectés par un mal que Guha a défini comme « étatisme », à savoir la volonté de rendre visible (et donc historique) tel ou tel autre événement en fonction des intérêts d'État. Seulement une lecture très fine de ces documents permet d'entendre les voix basses qui demeurent submergées par le bruit des dispositions étatiques (Guha, 2009) et qui peuvent coïncider avec la prose occulte des insurgés, dont cette documentation relate les actes en les mettant bien en évidence, parfois de manière inconsciente. Mettre en exergue le récit dessiné par les quelques acteurs locaux qui, à la lumière des documents d'archives, attirent l'attention des administrateurs coloniaux, suppose également de s'éloigner des interprétations finalitaires proposées par leurs héritiers, appartenant soit au Front Polisario, soit au Royaume du Maroc. Ces descendants essaient de présenter les doutes et les improvisations de leurs ancêtres comme des étapes triomphales vers la prise de conscience et l'exécution d'une praxis politique devenue prédestination.

Cela dit, il n'en demeure pas moins qu'il est intéressant de définir certaines des interprétations hégémoniques élaborées à propos des faits de 1956-1958. Lorsqu'il s'agit d'une documentation provenant d'archives civiles ou militaires, il faut situer leur production dans le contexte et les ambitions des États impliqués dans lesdits faits, bien que le mal d'étatisme puisse s'entrevoir aussi dans les récits produits aux marges de l'administration comme le démontrent les autobiographies des militaires sur le terrain, du personnel civil de l'État ou des chroniqueurs. En général, bien que l'historiographie pour ainsi dire « professionnelle » se prétende rigoureuse et scientifiquement neutre, elle apparaît influencée par les mêmes logiques qui débouchent sur une véritable guerre de positions. Cette guerre devient désespérante lorsqu'elle est l'objet d'une appropriation symbolique et mémorielle et l'on note soit le manque de planification et de spontanéité de ces acteurs, soit l'écho sourd des insurgés qui sont involontairement dénoncés dans ces pages. Ce qui suit n'est qu'un essai de mettre ces perspectives hégémoniques face à leurs contradictions une fois constaté que les raisons ayant motivé les actes des protagonistes ne coïncident pas toujours avec le cours des respectives histoires officielles.

LA PERSPECTIVE DU NATIONALISME MAROCAIN

Pour le Royaume du Maroc, l'interprétation des événements de 1956-1958 est univoque : l'ALN incarne la volonté de tout le pays de dénoncer les frontières coloniales dès l'indépendance. Elle se fait donc porteuse de la volonté des habitants des régions qui sont encore sous domination coloniale de rejoindre la « mère-patrie historique ». Dans ce sens, le recrutement des populations d'origine saharienne dans l'Armée de

Libération est la manifestation évidente de cette volonté et, de fait, ce n'est qu'à cause des interventions des troupes françaises et espagnoles que la réalisation du projet du « Grand Maroc » échoue. Selon cette perspective qui assume un caractère officiel, le rêve nationaliste d'Allāl al-Fāsi se concrétise partiellement avec la *libération* de Tarfaya en 1958, Ifni en 1969 et du Sahara espagnol en 1975. Cependant, le mérite d'avoir maintenu vivant l'esprit de l'ALN, dont les actions de 1956-1958 sont interprétées à la lumière des événements postérieurs, est attribué intégralement à la monarchie alaouite et notamment à Hasān II et non à l'*Istiqlāl*. Malgré cela, l'analyse détaillée de la position marocaine révèle plus d'une contradiction. Au-delà du recours aux représentations populistes qui font état d'une vision unanime de la société et des forces politiques marocaines, dont la voix s'exprimerait haute et claire par la figure du Roi – et on sait qu'on est loin de cette unanimité –, les aspirations des sociétés saharienne et mauritanienne ne sont « entendues » que de façon marginale par les partisans du « Grand Maroc », dans la mesure où elles soutiennent cette construction hégémonique du récit historique. Les Sahraouis et les Mauritaniens qui ne « rêvent » pas de s'intégrer au Royaume chérifien, ou qui changent d'avis, sont considérés soit comme des ineptes, soit comme des marionnettes dont les fils sont tenus par les pouvoirs exogènes à la région. Autant dire qu'ils sont traités dans le style colonial le plus classique.

Néanmoins, la principale contradiction dans la thèse populiste défendue par le Maroc se trouve dans la politique menée par le Royaume vis-à-vis de la région de Tarfaya, après le soulèvement sahraoui de décembre 1958. Ici se prolonge une situation d'*impasse* héritée, de fait, de la période coloniale espagnole. Tarfaya, de même qu'Ifni (Kadiri, 2009), demeure en marge des politiques de développement réalisées par le Gouvernement marocain dans les autres régions du pays et n'est finalement « pacifiée » qu'après la Marche Verte de 1975, quand une administration civile prend le relais de l'administration militaire après presque vingt ans. La contradiction entre la fantaisie nationaliste qui situe les frontières historiques marocaines au fleuve Sénégal et la réalité d'une région qui demeure une source de préoccupation constante pour les gouvernements marocains à cause de la présence majoritaire d'habitants d'origine sahraouie, dont l'attitude politique vis-à-vis du Maroc est du moins douteuse, est, croyons-nous, déterminante. Il serait très intéressant que les historiens marocains eux-mêmes puissent analyser en profondeur les blessures ouvertes par le rêve unanimiste que la Marche Verte a contribué à aggraver.

LES DÉRIVES GÉOSTRATÉGIQUES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Les événements de 1956-1958 sont gênants et contradictoires même pour le Gouvernement français. La collaboration avec le régime franquiste est un élément difficile à assumer sur le plan international, pour ne pas mentionner l'hommage que l'antifasciste Charles De Gaulle fera à Francisco Franco à l'occasion de sa visite en Espagne, en 1970, peu avant sa mort. Le Gouvernement français, qui n'est pas encore sorti du choc provoqué par la défaite de Dien Bien Phu, en Indochine (1954), a dû avaler le demi-insuccès de sa politique et de son action militaire au cours de la crise de Suez (1956) et semble conscient des perspectives noires de la guerre en Algérie commencée en 1954. De plus, sur le plan intérieur, la situation n'est pas plus facile, avec les prolégomènes de la transition entre les IV^e et V^e Républiques, transition marquée par le Poujadisme (1953-1958)²⁵, suivi par un bruit de sables provenant d'Alger (mai 1958)²⁶. Il ne faut donc pas trop s'étonner de la schizophrénie de la politique française de ces années vis-à-vis du Maroc, quand le gouvernement de Paris défend les intérêts de sa colonie mauritanienne (jusqu'à 1960) et, évidemment, ceux de l'Algérie française au détriment des ambitions nationalistes marocaines. La politique antimarocaine des gouvernements français se concrétise sur le terrain dans le financement et parfois l'organisation des *ghazzi* (raids armés) d'irréguliers (*partisans*) encadrés par l'armée qui s'abattent sur tout le Sud marocain à partir de la Mauritanie, parallèlement à ceux que l'administration espagnole coordonne à partir de la frontière du parallèle 27°40'. Tout cela trouve sa justification la plus plausible dans la tentative de structurer une admi-

²⁵ Le Poujadisme, du nom du député français Pierre Poujade, était un mouvement corporatif qui mettait en discussion la politique parlementaire et dont les manifestations publiques étaient souvent caractérisées par l'usage d'une certaine dose de violence (Bouclier, 2006).

²⁶ Le 13 mai 1958 Alger est le théâtre d'un véritable coup d'État de la part des militaires qui soutiennent l'hypothèse du maintien de l'Algérie française dont : l'officier parachutiste de réserve Pierre Lagaille, les généraux Raoul Salan, Edmond Jouhaud, Jean Gracieux et l'amiral Auboyneau. Ils jouissent de l'appui de la 10^e division parachutiste du général Massu et de la complicité active des alliés de Jacques Soustelle. Les putschistes constituent un Comité de Salut Public opposé à la nomination de Pierre Mfinin comme Premier ministre de la République, car il est partisan des négociations avec le FLN. Les effets du putsch, qui trouve un écho en Corse avec une mobilisation des militaires, sont désamorcés par la nomination de Charles de Gaulle comme Premier ministre le 1^{er} juin 1958. Trois ans plus tard, à la veille de l'indépendance algérienne, De Gaulle, alors président de la République, fait lui-même l'objet d'une tentative de renversement de la part des militaires en Algérie qui s'opposent à l'indépendance du pays après le référendum de janvier (Abramovici, 2011).

nistration française du Sahara par la constitution de l'*Organisation Commune des Régions Sahariennes* (OCRS), organisme qui doit permettre au gouvernement de Paris de poursuivre ses essais nucléaires dans le Sud algérien et contrôler les ressources pétrolières qui s'y trouvent (Du Jonchay, 1957 : 277-292).

Cette politique antimarocaine devient de plus en plus nuancée avec la reconnaissance de la République Islamique de Mauritanie par Hasān II, en 1969, et se transforme radicalement avec le soutien politique et militaire au Maroc et à la Mauritanie à partir de 1975. Le Gouvernement français essaye ainsi de défendre ses intérêts en Mauritanie et d'appuyer la monarchie alaouite qui continue d'être un allié précieux, malgré les relations troublées des années 1960. D'ailleurs, l'occupation mauritano-marocaine du Sahara Occidental consacre le vieux rêve colonial d'une Afrique Occidentale entièrement francophone, chimère dont la réalisation avait été empêchée par la présence espagnole.

LA COMPLEXITÉ DE L'ENJEU MAURITANIEN

Avant de passer aux contradictions des points de vue hégémoniques espagnol et sahraoui, il est également intéressant de s'arrêter sur les inquiétudes que les événements de 1956-1958 suscitent dans la colonie française de Mauritanie, future République Islamique de Mauritanie (RIM). Celle-ci obtient un statut d'autonomie, que le Gouvernement de Paris lui octroie en 1958, puis l'indépendance en 1960. Sa fragilité en tant qu'État et Nation est évidente non seulement pour les incursions de l'ALN sur son territoire, mais aussi pour les questions que la non-participation de la population aux activités antifrancaises de l'Armée de Libération ouvre à l'intérieur même de la société mauritanienne. Contrairement à ce qui arrive dans le Sahara espagnol, le fracas des opérations militaires de l'ALN en Mauritanie est causé par une réaction très rapide des troupes coloniales mais aussi parce que, apparemment, l'ALN ne jouit ni d'influence ni de prestige dans le territoire. Elle ne dispose pas non plus du temps ni des énergies nécessaires pour mener une action politique efficace. Toutefois, à l'intérieur du pays, les partisans d'une politique d'accommodation vis-à-vis du Royaume du Maroc ne manquent pas, ainsi que le démontre la longue liste de personnalités politiques écartées par les autorités françaises et par le pouvoir émergent de Moktar Ould Daddah et ayant trouvé refuge et accueil auprès du gouvernement de Rabat : Ahmadou Ould Horma Ould Babana, leader du parti Entente Mauritanienne, député de Mauritanie à l'Assemblée Nationale de Paris de 1946 à 1951 ; Dey Ould Sidi Baba et Mohammed al-Mokhtar Ould Bah, tous les deux membres de l'Entente, ministres du

premier gouvernement de Ould Daddah après la concession de l'autonomie ; et l'émir du Trarza Mohammed Fall Ould Oumeir (Ould Daddah, 2012 : 171-172)²⁷.

Par ailleurs, on ne peut pas faire l'impasse des revendications du gouvernement mauritanien et de son leadership sur le Sahara espagnol pour mettre encore plus en exergue les contradictions auxquelles se heurte la position de la RIM relativement aux événements de 1956-1958. La première revendication de la Mauritanie sur la colonie espagnole remonte à 1957, lorsque Mokhtar Ould Daddah, vice-président du premier Conseil du Gouvernement de Mauritanie, lance un appel aux populations du Sahara Occidental afin qu'elles s'unissent à la future « Grande Mauritanie Indépendante » en vertu de leurs affinités avec les populations mauritaniennes. L'objectif est d'attirer les contingents d'origine saharienne de l'Armée de Libération Nationale et donc de les soustraire à l'influence du nationalisme marocain. En 1963, Ould Daddah, devenu premier Président de la nouvelle République de la Mauritanie, tout en souhaitant officieusement le maintien du *statu quo* colonial pour le Sahara Occidental, déclare à l'Assemblée Générale des Nations unies que les populations de ce territoire ont droit à l'autodétermination, ce qui aurait dû également rendre possible leur intégration à la Mauritanie. En 1969, la reconnaissance de la RIM par le Royaume du Maroc amène à l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays et une certaine convergence des positions sur le Sahara espagnol. Cependant, il faut remarquer que la Mauritanie maintient au cours des années 1960 trois positions nuancées au sujet du Sahara : la revendication du territoire à partir d'une culture et d'une histoire communes, l'acceptation implicite du *statu quo* imposé par la colonisation et l'autodétermination des populations sahraouies. Si l'on analyse les motivations poussant Ould Daddah à se pencher sur l'une ou l'autre des postures, on peut supposer qu'elles répondent, d'un côté, à des exigences de politique intérieure afin de contrer la faction pro-marocaine ; déplacer l'attention à l'extérieur est aussi une manière classique d'écarter un danger intérieur. De l'autre côté, l'exigence de maintenir aussi loin que possible le Maroc du Sahara Occidental signifie en même temps ne pas partager avec un voisin plus puissant une large frontière commune, mise en doute par la revendication du « Grand Maroc ». Néanmoins, la posture de la

²⁷ Dans ses mémoires, Ould Daddah interprète la fuite au Maroc des deux ministres à la lumière de leurs respectifs liens familiaux et régionaux avec Horma Ould Babana (Mohammed al Mokhtar Ould Bah) et avec l'émir du Trarza, Mohamed Fall Ould Oumeir (Dey Ould Sidi Baba). Voir aussi Marchesin (1992 : 96-99), De La Serre (1966 : 229-231) et Serjac (1959 : 11-21).

Mauritanie, eu égard aux événements de 1956-1958, se comprend mieux si on pense à la subordination de l'élite politique mauritanienne au pouvoir colonial et néocolonial français dans un moment de gestation de l'État. D'autre part, il faut prendre en compte l'embarras engendré par la participation des Sahraouis, tant au sein de l'ALN que dans les troupes coloniales françaises, ce qui provoque des paradoxes au moment de la revendication du Sahara espagnol par les autorités mauritaniennes. Sous cet aspect, le va-et-vient de la position mauritanienne n'est pas suscité seulement par la crainte d'une annexion de la même Mauritanie au Royaume du Maroc mais aussi par la guerre entre « cousins », de même que par la lente intégration des Sahraouis à l'intérieur de l'État mauritanien. Les Sahraouis sont en effet perçus avec une certaine ambivalence par les différents gouvernements de la RIM et par une bonne partie de ses populations.

L'AMBIGUÏTÉ ESPAGNOLE SUR LE FRONT COLONIAL

Le récit officiel construit par l'historiographie militaire espagnole ne rend pas justice des événements de 1956-1958 (Correale, 2010), manifestant une ambiguïté qui accompagne, plus généralement, toute l'expérience coloniale qui suit la transformation en Province de la colonie saharienne. Cette ambiguïté se révèle également dans l'attitude schizophrénique des successifs gouvernements postfranquistes, dont les positions contrastent avec le soutien de la majeure partie de la société civile espagnole à la « cause sahraouie » (López Bargados, 2007, 2015). Parmi tous les éléments connus sur le rôle joué par le gouvernement espagnol et l'administration coloniale au Sahara – l'invention du complot soviético-communiste qui aurait fait de l'ALN son bras armé pour nuire aux intérêts espagnols²⁸, la relation d'amour et de haine avec le Royaume du Maroc et le double jeu mené avec le gouvernement français –, l'élément le plus impactant semble être le désarroi des autorités coloniales face à l'implication des populations sahraouies dans l'Armée de Libération. Au cours des événements, le bon colonisé, disciple soumis qui accepte de bon gré les améliorations apportées par la métropole, se transforme en *moro*²⁹ ingrat et perfide, voire en quelqu'un qui est en

²⁸ Cette hypothèse est soutenue par Santamaría Quesada (1984) et par la plupart des militaires franquistes qui écrivent sur les événements de 1956-1958. Elle est habilement déconstruite par Segura Valero (2006).

²⁹ En espagnol le terme *moro* possède une connotation très négative liée à l'histoire des relations avec le Maroc mais il est plus généralement employé pour se référer à l'ensemble des populations musulmanes. Sur la question, voir Dieste (1997), Martín Corrales (2002) et Martín Marquez (2008).

condition de penser d'une manière différente et de s'autodéterminer sans demander un aval extérieur³⁰. La consultation des archives administratives des colonies espagnoles permet de constater la peur qui s'empare des autorités lorsqu'en 1957 elles se rendent compte que les forces espagnoles sont assiégées dans le territoire qu'elles considèrent comme le leur, comme cela se produit à Ifni. Ici, l'encerclement imposé de l'extérieur par les contingents de l'ALN coïncide avec la désaffection généralisée de la population autochtone vis-à-vis d'un pouvoir colonial empreint de paternalisme et convaincu de l'irréversible fidélité de la population à l'Espagne. Relativement au Sahara espagnol, certains parmi les historiens militaires essaient d'interpréter cette « trahison » des populations comme une réaction à l'imposition fiscale sur le bétail et sur des articles de première nécessité, décrétée à partir de 1954 (Casas de la Vega, 2008 : 44-49 ; Diego Aguirre, 1993 : 25-38). Bien qu'effectivement la protestation des populations sahraouies et la rébellion à l'imposition fiscale soient des facteurs importants du désamour à l'égard de l'administration espagnole, l'explication est sans doute simpliste. Elle considère le soulèvement anti-espagnol essentiellement comme l'expression d'un malaise conjoncturel et non comme une mise en doute de la présence même des forces coloniales dans le territoire saharien.

La politique indigène espagnole est donc extrêmement contradictoire pendant cette période, et notamment après février 1958. Les ambitions de contrôle et de « pacification » propres au régime colonial imposent une reformulation ultérieure de la représentation des populations colonisées en tant que sujets adhérant au gouvernement franquiste, les exhortant à oublier les bombardements aveugles et la répression féroce par une remarquable injection d'argent sous la forme d'indemnités pour les bombardements et, postérieurement, de subventions élargies en « aides sociales »³¹. La distinction entre les bons et les méchants sahraouis, entre les fidèles et les traîtres, devient banale et simplificatrice, car on emploie comme critère de discrimination les présumées sympathies avec l'ALN ainsi que la participation aux actions militaires aux côtés des « envahisseurs » provenant du Nord. Ainsi, le problème principal que les autorités espagnoles doivent résoudre, à savoir quel genre de politique adopter à l'égard des Sahraouis rentrant du Sud marocain – et en particulier de la région de Tarfaya, où on les soupçonne de connivence avec l'Armée de Libération –, n'est pas vraiment abordé dans

³⁰ Sur la représentation coloniale espagnole au sujet des Sahraouis, voir López Bargados (2007) et Martín Corrales (2002 : 179-226).

³¹ Voir à ce propos Corrales (2009).

toute sa complexité. Si ceux qui décident de rester en dehors des nouvelles limites de la colonie espagnole sont tout simplement mis à l'écart, ceux qui rentrent sont chargés d'une responsabilité inattendue : la défense de la frontière avec le Royaume du Maroc et l'organisation de *ghezzu* (plur. de *gazzi*). Ils sont organisés en *harka*, chacune composée de vingt-cinq hommes provenant pour l'essentiel de la même tribu ou fraction. Les *harkas*, en nombre de 6 en 1960, puis progressivement de 5, 4 et 3 entre 1966 et 1968 (Tejero Molina, 2013-2014b : 163), ont l'objectif de contrôler la frontière avec le Royaume marocain et, le cas échéant, d'attaquer les populations limitrophes, notamment par la revivification des rivalités tribales de part et d'autre de la frontière – notamment entre les Rgaybāt et les Ayt Lahsan. On peut ainsi dire qu'elles font le jeu des autorités coloniales, adoptant des clivages tribaux et fractionnels qui correspondent pleinement aux caractéristiques propres des modes de domination européenne dans la région, et que l'ALN avait contribué à miner. Parallèlement, les autorités espagnoles généralisent l'emploi d'un ethnonyme nouveau, celui de « Sahraouis », pour désigner la condition administrative acquise – exclusivement – par la population autochtone de la nouvelle province. Le recours à cet appellation ethnico-culturelle complique encore plus la situation, étant donné qu'une partie des populations des États voisins, et en particulier les Sahraouis réfugiés et résidents dans le Sud marocain, partagent avec les Sahraouis du Sahara espagnol et de la Mauritanie les mêmes traits culturels et linguistiques (Mundy, 2005 : 22-25). Le mot d'ordre, dans cette nouvelle phase d'impérialisme actif, est d'éliminer tout élément qui puisse faire douter de la fidélité de la population autochtone, en même temps qu'on prétend construire un lien entre Sahraouis et Espagnols autour des symboles franquistes par l'intermédiation de notables locaux – dont le choix s'effectue sur des bases tribales. Dans certains documents, les officiers espagnols les plus sagaces commencent à faire allusion à l'émergence d'un indépendantisme sahraoui, germé dans le terrain semé par la propagande de l'Armée de Libération et, plus généralement, par l'influence des nationalismes régionaux³².

LES PERSPECTIVES SAHRAOUIES AUTOUR DE LA « RÉSISTANCE »

Dans aucun des cas illustrés, les contradictions ne s'aperçoivent aussi nettement que pour les versions des faits élaborées par les populations sahraouies, étant donné que les conséquences de ces postures sont fondamentales pour la construction identitaire sahraouie et son existence

³² Hypothèse écartée par l'historien José Ramón Diego Aguirre (1993 : 57).

en tant que peuple. Les entretiens réalisés en 2007-2008 et en 2013-2014, dans les campements de réfugiés sahraouis de Tindouf ainsi qu'à l'intérieur des zones occupées par le Maroc, nous permettent d'élaborer la typologie de témoins suivante :

— les acteurs protagonistes des faits, à savoir ceux qui participent aux opérations armées menées par l'ALN, et que l'on pourrait définir comme « anciens guérilléros » ;

— ceux qui ont un membre de leur famille impliqué dans l'Armée de Libération et participent de manière indirecte à la construction d'un discours sur les événements de 1956-1958, se faisant porteurs des versions des « anciens guérilléros » ;

— les individus qui ne participent pas aux opérations militaires mais ont eu quelque relation avec les épisodes de guerre car ils sont, à l'époque, dans les zones investies par l'ALN ou par les bombardements franco-espagnols ;

— ceux qui participent – ou montrent leur sympathie – pour le gouvernement français ou pour le gouvernement espagnol, et qui analysent les événements sous une perspective fortement influencée par la propagande coloniale des deux pays ;

— ceux qui n'ont jamais été touchés par les opérations militaires – ni de l'ALN ni des troupes coloniales – mais qui ont leur propre version des faits dérivant, en bonne partie, des reconstructions « officielles », et qui peuvent être qualifiés de « commentateurs » ;

— enfin, les individus qui connaissent à peine les événements de 1956-1958 et qui, par conséquent, ne les considèrent pas importants dans les vies des populations du Sahara Occidental. Pour ces derniers, les années 1956-1958 sont comme les autres, et ce qui a eu lieu au cours de ces mois n'a aucune importance.

Si l'on synthétise les différents récits³³ des événements de 1956-1958 que cette typologie provisoire de témoins sahraouis propose, le résultat pourrait être ce qui suit. En 1956, les membres de l'Armée de Libération Nationale pénètrent au Sahara espagnol et appellent tout le monde au *jihād* contre la présence chrétienne dans le territoire – ce qui peut être considéré comme paradoxal à partir du moment où le mouvement pouvait compter sur d'importants secteurs panarabistes et probablement communistes. Pour certaines interprétations, cette invocation du *jihād* s'explique en se penchant sur la distinction classique que la jurisprudence islamique établit entre le *Dār al-Islām* (terre d'Islam) et le *Dār*

³³ Récits qui doivent être resitués de façon critique au centre d'une reconstruction historique et interprétative ainsi que les autres perspectives abordées.

al-Harb (terre de la guerre) et qui justifierait, comme cela s'était produit soixante ans auparavant au cours de la résistance de Shaykh Mā' al-'Aynayn³⁴, le recours à la lutte armée pour chasser une autorité non-musulmane³⁵. La position de l'ALN aurait été ainsi légitimée par la référence explicite à ce passé. Les incitations au *jihād* rappelleraient la résistance contre les Anglais et les Français accomplie essentiellement au cours du XIX^e siècle par les ancêtres des combattants qu'on désirait recruter. À ces occasions, comme cela s'est produit pour l'ALN, le Sultan du Maroc avait fourni des armes et des subventions aux résistants ; il avait envoyé un membre de sa famille pour coordonner avec Mā' al-'Aynayn la résistance, mais n'avait pas impliqué l'armée du Sultanat dans des opérations militaires contre la pénétration coloniale qui s'effectuait par l'actuelle Mauritanie. Cette incitation permet aux Sahraouis d'assumer massivement leur devoir de *jihād*, « *comme tout musulman* »³⁶. En très peu de temps, ils rejoignent par centaines les rangs de l'ALN qui reste essentiellement sous un commandement marocain. Certains d'entre eux soutiennent que les Marocains se limitaient à distribuer des armes sans participer aux combats, voire que les objectifs militaires étaient décidés pour la plupart par les officiers marocains, les opérations sur le terrain étant organisées et menées exclusivement par des Sahraouis.

La réponse positive au recrutement lancé par l'ALN ne signifie pas, cependant, que tout le monde soit enrôlé de la même façon. Certains témoins indiquent que les cadres de l'Armée de Libération commencent à payer régulièrement des soldes aux nouveaux membres après un temps d'« épreuve » déterminé ; d'autres soulignent, au contraire, que la condition *sine qua non* pour l'admission au sein des unités de l'ALN est d'apporter leur propre fusil et leur propre moyen de transport ou, encore, que l'ALN procédait à des réquisitions de bétail et d'armes en différents *firqān* (sing. *friq*, campement nomade). Il faut préciser que ces versions ne s'excluent pas mutuellement et qu'elles peuvent constituer des phases

³⁴ Sur Mā' al-'Aynayn, voir Corrales (1998).

³⁵ Voir Al-Bara (1997) et Ould Abdallah (1997).

³⁶ La précision, donnée par plusieurs témoins est d'envergure : elle montre que face à l'appel au *jihād*, en tant que musulman, aucun Sahraoui n'aurait pu refuser de rejoindre le combat anticolonial. L'ennemi extérieur, de plus infidèle, serre les rangs et met une fin (temporaire) aux rivalités tribales/nationales. Mais elle contient implicitement un jugement contre ceux qui ne s'enrôlèrent pas dans les unités de l'ALN (des mauvais musulmans, donc ?), jugement qui lui-même n'échappe pas à ce continu et confus jeu de justification des postures individuelles et de la position des Sahraouis en tant que « peuple » vis-à-vis de l'ALN.

ou des épisodes de la même campagne de recrutement. Néanmoins, à ce point du récit, dans presque tous les témoignages sahraouis, on peut remarquer une appréciation de valeur dans le but d'énumérer les raisons de l'échec des actions de l'ALN : le manque d'une coordination efficace, la carence des moyens envoyés par le gouvernement du Maroc, les abus commis par quelques officiers marocains dans le pillage des *firqān* et l'hostilité progressive que tous ces facteurs provoquent au sein des populations autochtones. Il est difficile de comprendre quel est le rôle de la contre-propagande déployée par les gouvernements français et espagnol dans la décision des Sahraouis d'abandonner les rangs de l'ALN et quel est l'impact des défaites essuyées en Mauritanie. Une partie des témoins interviewés évoque ironiquement le nouveau nom qu'on attribuait à l'Armée de Libération: non plus *Djich Tahrīr* mais *Djich Tahachrib*, à savoir « Armée du désordre » pour souligner l'état d'anarchie qui caractérisait l'évolution des cadres de l'ALN³⁷. Ce que ces témoignages indiquent aussi est la longue liste des affrontements engagés contre les forces espagnoles et françaises, ainsi que l'épopée de la résistance uniquement des Sahraouis pendant l'opération Écouvillon-Teide. La rupture avec les éléments marocains de l'ALN devient définitive au cours des événements de décembre 1958 dans le Sud marocain, bien qu'elle est justifiée – non complètement à tort – comme le résultat d'une prise de conscience des véritables objectifs de l'ALN, qui donc ne se bat pas pour la libération du Sahara espagnol et de la Mauritanie mais pour leur annexion au Royaume du Maroc.

Les nuances de ces récits ont leur importance pour l'inscription des témoins dans l'une des typologies ci-dessus esquissées. Le discours « officiel », pour ainsi dire « polissarien », soutenu par une minorité des témoins, nie catégoriquement que les contacts avec l'ALN déterminent un changement profond des relations des Sahraouis avec le territoire et ses administrateurs coloniaux. L'accent est plutôt mis sur l'ignorance de ceux qui rentrent dans les rangs de l'Armée de Libération sans comprendre le piège tendu aux Sahraouis, avec le seul objectif de les utiliser et de les mettre en « mauvaise posture » vis-à-vis des gouvernements de France et d'Espagne. D'un autre côté, très peu de témoins assument consciemment la collaboration active avec les membres marocains de l'ALN qui, malgré les contradictions, leur avait permis de reprendre les armes, de se battre pour un idéal (bien qu'aux fins confuses) et avait per-

³⁷ En réalité, cette anecdote relative à la dénomination de l'ALN rentre pleinement dans la version « officielle » polissarienne des événements, permettant aux Sahraouis de prendre leurs distances vis-à-vis du chaos engendré par la pénétration de l'ALN au Sahara espagnol.

mis l'union d'un bon nombre de Sahraouis, sans aucune distinction tribale, pour la première fois, depuis la résistance coordonnée par Shaykh Mā' al-'Aynayn. Ce silence contraste avec les informations collectées à partir des documentations coloniales espagnole et française qui font explicitement allusion au caractère « sahraoui » du soulèvement, notamment avant les opérations Écouvillon/Teide. Il est bien possible que cette participation avérée gêne beaucoup de témoins interviewés. Ils souhaitent donner des éclaircissements sur les événements de 1956-1958 qui, en revanche, ne se prêtent guère à une explication dénuée de complexité. De fait, les objectifs affichés au cours de la campagne de recrutement menée par les cadres de l'ALN n'étaient ni clairs ni univoques. Il est peut-être nécessaire de considérer que les mobilisations populaires ne sont pas toujours structurées, avec une hiérarchie et des buts préétablis. Au contraire, les révoltes anticoloniales présentent souvent un caractère spontané et mimétique et leur cours justifie seulement *a posteriori* les processus historiques qui parfois se dégagent à leur suite, sans aucune prédétermination.

Cette synthèse des positions sahraouies est évidemment incomplète. On ne fait pas mention, par exemple, des réactions des populations bombardées par les aviations française et espagnole ni, non plus, de leurs sentiments à l'égard de l'ALN, des administrations coloniales dans la région ou vis-à-vis de la recomposition de l'entente hispano-sahraouie qui naît en réaction aux prétentions marocaines sur la région. Mais la question la plus difficile à aborder par rapport aux événements de 1956-1958 concerne la formation et la prise de conscience d'une identité nouvelle, articulée autour du « peuple sahraoui ». La progressive différenciation du projet annexionniste marocain, alimentée par les difficultés que les nomades rencontrèrent dans leurs transactions commerciales à Gūlimīn, principale foire et marché de la région, semble avoir été décisive dans la configuration de cette identité, marquée inévitablement par l'expérience et les représentations de l'emprise coloniale propres aux Sahraouis. Toutefois, le nœud gordien de l'affaire réside précisément dans un facteur strictement corrélé avec les revendications territoriales marocaines, mais de signe contraire : l'influence que le vent nationaliste soufflant du Nord joue sur les éléments de la société sahraouie, plus à l'écoute des idéaux marquant les décolonisations de l'ensemble du continent africain. Cette société qui, en grande majorité, pratiquait le pastoralisme, qui était encore dominée par les solidarités tribales mais où les dynamiques de résistance anticoloniale avaient fait goûter à certaines formes de collaboration intertribale, assistait à une intensification de l'action coloniale espagnole tandis que l'agitation nationaliste s'in-

filtrait à partir de l'autre rive du wadī Drā'a. Dans ce contexte, il est très tentant d'imaginer, comme d'ailleurs le font certains administrateurs coloniaux de l'époque, qu'à ce moment étaient semés les germes du futur mouvement nationaliste sahraoui, qui allait voir le jour en 1969 – le *Harakat Tahrir Saqia al-Hamra wa Wadi ad-Dhahab* – Mouvement pour la Libération de la Saguia al-Hamra et du Río de Oro, connu aussi comme Organisation Avancée pour la Libération du Sahara (OALS) –, et qui est durement réprimé par le gouvernement espagnol en juin 1970. Le Front Polisario naîtra des cendres de ce mouvement le 10 mai 1973.

CONCLUSION : L'« EFFET RASHŌMON » REVISITÉ

Au cours de l'année même de fondation du Front Polisario, le philosophe et médiéviste Hayden White écrit son essai sur la métahistoire (1973). White opère une déconstruction de l'histoire en tant que discipline scientifique et soutient qu'il est impossible de distinguer un récit historique, établi à partir de l'exploitation de sources documentaires, d'un roman historique où l'intrigue se construit sur la toile de fond d'un événement réellement survenu. Reprenant la théorie freudienne de la construction narrative (Bourlot, 2010), il affirme que toute écriture de l'histoire répond exclusivement à la subjectivité de l'auteur – à son conscient responsable et à son inconscient. C'est l'auteur qui rend cette narration plus ou moins vraisemblable, plus ou moins intrigante. La critique du philosophe et médiéviste américain est donc portée sur le texte et sur la forme, mais de fait elle vide de toute crédibilité la reconstruction scientifique du passé (White, 2009 : 21-65, 43). Tout en prenant avec précaution les reconstructions – hégémoniques ou non – des événements de 1956-1958 et par conséquent assumant la subjectivité de la narration – subjectivité qui est également celle des auteurs de cet essai – on pourrait dire que l'« effet Rashōmon » joue dans ce cas – comme probablement dans bien d'autres – le rôle d'instrument épistémologique pour une analyse de l'histoire. La métahistoire de White rappelle utilement l'inexistence d'une objectivité historique, mais l'« effet Rashōmon » devient, malgré les intentions de Kurosawa, un dispositif acceptant la présentation de plusieurs versions des événements de manière à les croiser. La confrontation des versions n'amène pas forcément à une seule vérité mais permet de mettre en exergue des incompatibilités d'autant plus importantes qu'est robuste le lien maintenu par ces récits avec les univers sociaux et politiques d'où ils découlent. Si, comme pour Kurosawa, la vérité peut dériver du statut moral qu'on attribue à l'auteur

du récit (ce qui renvoie la controverse dans le domaine de la morale sans toutefois la résoudre), alors, par propriété transitive, une reconstruction réaliste de l'histoire ne peut s'effectuer qu'en assumant le poids de la subjectivité des historiens ainsi que des autres « producteurs d'histoire(s) ». Cela suppose nécessairement que le résultat auquel le chercheur parviendra ne pourra être que partiel (et probablement temporaire). La combinaison des postulats épistémologiques de White avec l'« effet Rashōmon » sert de tremplin pour dépasser les limites d'une reconstruction historique qui ne saurait se fonder que sur une seule vérité, faisant abstraction d'éventuels apports de nouvelles données ou de vérités qui n'ont pas été « révélées » à la fois du fait de l'inaccessibilité d'autres sources et du manque de clés interprétatives différentes. Comme l'affirme Berenson Gorn (2012), la recherche historique impose une transformation des caractères mêmes du phénomène interrogé de telle manière que la « Vérité Historique » revient à être un objectif inatteignable. Ce qu'il faut donc reconnaître et retenir est que le passé a une nature « probabiliste » avec les multiples vérités qui vont avec et qui changent en fonction de la resignification de la lecture de l'événement historique (Berenson Gorn, 2012 : 148-149).

Rappeler White et emprunter la formule de l'« effet Rashōmon » relativement aux événements de 1956-1958 est un moyen de considérer la complexité des récits comme une chance et non une limite pour leur analyse, et comme une ressource visant le dessein d'un tableau historique et son interprétation à un moment donné, en s'appuyant sur des sources limitées mais produites par différents acteurs. Dans le cas du Sahara Occidental et des Sahraouis, où les enjeux politiques priment dans toute narration d'un passé aussi controversé et difficile à éclaircir sans encourir le risque d'épouser, même indirectement, l'une ou l'autre version³⁸, l'« effet Rashōmon » paraît constituer une issue possible – même inattendue –, une astuce intellectuelle et un véritable instrument méthodologique pour esquiver la guerre de positions évoquée dans le texte ainsi que la construction d'une histoire fermement fonctionnelle aux enjeux politiques du moment ou de l'une des parties en cause dans le conflit, qui dure, désormais, depuis quarante années.

³⁸ Voir Correale (2015).

RÉFÉRENCES

- ABRAMOVICI P., 2011, *Le Putsch des généraux. De Gaulle contre l'Armée. 1958-1961*, Paris, Fayard, 373 p.
- AL-BARA Y. W., 1997, «Les théologiens mauritaniens face au colonialisme français : étude de *fatwa-s* de jurisprudence musulmane», pp. 85-118 in D. Robinson & J.-L. Triaud (dir.), *Le temps des marabouts*, Paris, Karthala, 538 p.
- AL-FĀSI A., 1961, *Livre rouge avec documentaires*, Tanger, Marcello Peretti, 341 p.
- ALONSO DEL BARRIO J. E., 2010a, *Sáhara-Ifni: ¿Encrucijada o abandono? (1956-1963)*. Vol. 1, Madrid, Mira, 538 p.
- ALONSO DEL BARRIO J. E., 2010b, *Sáhara-Ifni: ¿Encrucijada o abandono? (1956-1963)*. Vol. 2, Madrid, Mira, 454 p.
- BARBIER M., 1982, *Le conflit du Sahara occidental*, Paris, l'Harmattan, 419 p.
- BERENZON GORN B., 2012, *Historia es inconsciente. Historiografía y psicoanálisis*, Madrid, Ediciones Sequitur, 208 p.
- BLOCH M., 1949, *Apologie de l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 112 p.
- BOUCLIER T., 2006, *Les Années Poujade: Une Histoire Du Poujadisme, 1953-1958*, Paris, Éditions Remi Perrin, 200 p.
- BOURLLOT G., 2010, « La théorie freudienne du récit : la narration et ses enjeux spécifiques pour la psychanalyse », *Oxymoron*, 1 : <http://revel.unice.fr/oxymoron/index.html?id=3141> (consulté le 3 janvier 2017).
- BOUZAR N. (dit Abdelkader), 2002, *L'Armée de Libération Nationale Marocaine : 1955-1956. Retour sans visa (journal d'un résistant maghrébin)*, Paris, Publisud, 180 p.
- BRONDINO M., 1988, *Il Grande Maghreb: mito e realtà*, Centro Studi per i Popoli Extraeuropei dell'Università di Pavia, Franco Angeli, 216 p.
- CARATINI S., 1989, *Les Rgaybāt (1610-1934). Des chameliers à la conquête d'un territoire* (vol. 1), Paris, L'Harmattan, 289 p.
- CARDÍN A., 1988, « El efecto Rashomon en etnología », pp. 3-7 in A. Cardín, *Tientos etnológicos*, Madrid, Júcar, 240 p.
- CASAS DE LA VEGA R., 2008 [1985], *La última guerra de África (campana de Ifni-Sáhara)*, Madrid, Centro de Publicaciones del Ministerio de Defensa, 624 p.
- CHAFFARD G., 1965, *Les carnets secrets de la décolonisation*. Vol. 1, Paris, Calmann-Lévy, 351 p.
- CORREALE F., 1998, « Ma' al-'Aynayn, il Marocco e la resistenza alla penetrazione coloniale (1905-1910) », *Oriente Moderno*, 78 (2): 227-278.
- CORREALE F., 2006, « Islâm, costruzioni istituzionali e 'democrazia'. Le origini storiche del Marocco post-coloniale », *Meridione. Sud e Nord del Mondo*, IV-1: 166-202.
- CORREALE F., 2009, « Le Sahara Espagnol : histoire et mémoire du rapport colonial. Un essai d'interprétation », in Sophie Caratini (dir.) « Du rapport colonial

au rapport de développement. La question du pouvoir en Afrique du Nord et de l'Ouest », *L'Ouest Saharien* n° 9-1 Hors-Série : 103-151.

CORREALE F., 2010, « La 'última guerra colonial' de España y la literatura militar entre memoria y conocimiento ». *7º Congreso Ibérico de Estudios Africanos*, 9, Lisboa, 2010 - 50 anos das independências africanas: desafios para a modernidade,

https://repositorio.iscte-iul.pt/bitstream/10071/2326/1/CIEA7_21_CORREALE_La%20%20C3%BA%20ultima%20guerra%20colonial%20de%20Espana%20C3%B1a%20y%20la%20literatura%20militar.pdf (consulté le 19 mai 2015).

CORREALE F., 2015, « La narration de l'histoire en situation de crise. Revendications et contradictions dans la construction mémorielle sahraouie », *Les Cahiers d'EMAM* 24-25 <http://emam.revues.org/838> (consulté le 19 mai 2015).

DALLE I., 2004, *Les trois Rois. La monarchie marocaine de l'indépendance à nos jours*, Paris, Fayard, 818 p.

DE LA SERRE F., 1966, « Les revendications marocaines sur la Mauritanie », *Revue Française de Science Politique*, 16-2 : 320-331.

DELANOË G., 1988, *Lyautey, Juin, Mohammed V fin d'un Protectorat*, Paris, L'Harmattan, 225 p.

DIEGO AGUIRRE J. R., 1993, *La última guerra colonial de España: Ifni-Sáhara (1957-1958)*, Madrid, Algazara, 334 p.

DIESTE M., 1997, *El « moro » entre los primitivos. El caso de Protectorado español en Marruecos*, Barcelona, Fundació La Caixa, 144 p.

DU JONCHAY Y., 1957, « L'infrastructure de départ du Sahara et de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (O.C.R.S.) », *Revue de géographie de Lyon*, 32-4 : 277-292.

FERNÁNDEZ-ACEYTUNO M., 2001, *Ifni y Sáhara: una encrucijada en la historia de España*, Palencia, Editorial Simancas, 808 p.

GAUDIO A., 1978, *Le dossier du Sahara Occidental*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 463 p.

GUHA R., 2009, *Small voice of history: collected essays*, Ranikhet, Permanent Black, 666 p.

HARRIS M., 1994, *Antropología cultural*, Madrid, Alianza Editorial, 624 p.

HEIDER K. G., 1988, « The Rashomon Effect: When Ethnographers Disagree », *American Anthropologist* 90 (1): 73-81.

HODGES T., 1987, *Sahara occidental : origines et enjeux d'une guerre du désert*, Paris, L'Harmattan, 510 p.

JULIEN C-A., 1978, *Le Maroc face aux impérialismes 1415-1956*, Paris, Éditions J. A., 510 p.

KADIRI N., 2009, « À l'orée du Sahara, les turbulences géopolitiques de l'ancienne enclave espagnole de Sidi Ifni », *Outre-Terre*, 23 (3) : 101-116.

- LÓPEZ BARGADOS A., 2007, « Ces orgueilleux seigneurs du désert saharien. Images coloniales et postcoloniales des sahraouis en Espagne », pp. 499-516 in M. V. Cervello (dir.) *Colonisations et héritages actuels au Sahara et au Sahel*, Vol. 2, Paris, L'Harmattan, 556 p.
- LÓPEZ BARGADOS A., 2015, « Le Sahara face à son miroir: poétiques du 'point mort' », *Les Cahiers d'EMAM*, 24-25 [En ligne], URL : <http://emam.revues.org/826> (consulté le 19 mai 2015).
- M'BAREK Z., 1978, « Résistance et armée de libération marocaine », *Al Asas*, 2 : 6-14.
- MARCHESIN P., 1992, *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Paris, Karthala, 444 p.
- MARÍN FERRER E., 2014, *Atlas ilustrado Ifni, Sáhara, Guinea. Últimas colonias*, Madrid, Susaeta, 252 p.
- MARTÍN CORRALES E., 2002, *La imagen del magrebí en España. Una perspectiva histórica, siglos XVI-XX*, Barcelona, Bellaterra, 256 p.
- MARTÍN MARQUEZ S., 2008, *Disorientations: Spanish Colonialism in Africa and the Performance of Identity*, Yale, Yale University Press, 456 p.
- MEZZADRA S., 2005, *Derecho de fuga*, Madrid, Traficantes de sueños, 178 p.
- MUNDY J., 2005, *The colonial formation of Western Saharan national identity*. Paper presented at International Conference "The Berbers and Other Minorities in North Africa: A Cultural Reappraisal, Portland, May 13-14.
- OULD ABDALLAH D., 1997, « Guerre sainte ou sédition blâmable : un débat entre shaikh Sa'd Bu et son frère Shaikh Ma al-Ainin », pp. 119-153 in D. Robinson & J.-L. Triaud (drs.) *Le temps des marabouts*, Paris, Karthala, 584 p.
- OULD DADDAH M., 2012, *La Mauritanie contre vents et marées*, Paris, Karthala, 670 p.
- SANTAMARÍA QUESADA R., 1984, *Ifni-Sahara, la guerra ignorada*, Madrid, Ediciones Dyrsa, 371 p.
- SEGURA VALERO G., 2006, *Ifni. La guerra que silenció Franco*, Madrid, Ediciones Martínez Roca, 376 p.
- SERJAC J., 1959, « Mauritanie et Maroc », *L'Afrique et l'Asie* 45 : 11-21.
- REZETTE R., 1955, *Les partis politiques marocains*, Paris, Armand Colin, 409 p.
- RIVET D., 2012, *Histoire du Maroc*, Paris, Fayard, 456 p.
- TEJERO MOLINA J., 2013-2014a, *El Sahara Español de la 'A' a la 'Z'*. Vol. 1, Madrid, Torres de Papel, 704 p.
- TEJERO MOLINA J., 2013-2014b, *El Sahara Español de la 'A' a la 'Z'*. Vol. 2, Madrid, Torres de Papel, 541 p.
- WHITE H., 1973, *Metahistory: The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 464 p.
- WHITE H., 2009, « Poétiques de l'histoire », *Labyrinthe*, 33 : 21-65.